

Atteindre le Sumapaz

Reaching the Sumapaz

25 avril 2022

Auteur Ana María JIMÉNEZ GUEVARA Doctorante Mondes Américains CERMA/EHESS anamaria.jimenezguevara@ehess.fr

Type de publication Récit de terrain

Lien DOI

https://doi.org/10.48728/antipodes.220111

Citer cet article

Ana María JIMÉNEZ GUEVARA. Atteindre le Sumapaz. *Antipodes, Annales de la Fondation Martine Aublet*. 25 avril 2022. https://doi.org/10.48728/antipodes.220111

RESUME / ABSTRACT

Dans ce récit nous discutons les enjeux d'accès au terrain. Des difficultés d'ordre physique, géographique et matériel, car il s'agit d'une zone de haute montagne. Mais il n'est pas non plus facile d'établir un contact avec les personnes qui y vivent, de gagner leur confiance, leur soutien et leur volonté de partager les expériences et les souvenirs. À travers une description des paysages et des dynamiques sociales et politiques, tout en commentant leur dimension spatiale, je vous emmène avec moi, pour atteindre le Sumapaz.

In this report we will discuss the difficulties to gain access to the field study. Difficulties of a physical, geographical and material nature because it is a high mountain area. But it is also not easy to establish contact with the people who live there, to gain their trust, their support, and their willingness to share experiences and memories. Throughout the description of the landscapes, the social and political dynamics, as well as their spatial dimension, I will take you with me, to reach the Sumapaz.

MOTS-CLEFS / KEYWORDS

Haute montagne , Mémoire collective , Paysannerie , Territoire

Collective memory, Highlands, Peasantry, Territory

TEXTE INTEGRAL

Introduction

Vingt-huit mois, une pandémie et un accord de paix torpillé¹ ... tant de choses se sont passées depuis la dernière fois que je suis montée au *páramo*, cet écosystème haut andin présent dans les sommets qui entourent ma ville natale. Celui où je vais se trouve dans une localité de 780 km² (dont environ 470 km² sont des aires protégées). Il est habité par 700 familles paysannes résistant aux conflits territoriaux, environnementaux et politiques qui ont marqué ce territoire connu sous le nom de Sumapaz.

Le Sumapaz est une localité rurale située au sud de la limite urbaine de Bogota, la capitale colombienne (fig. 1). Malgré la proximité de la ville, il s'agit d'une zone d'accès difficile, surtout dans ses parties les plus élevées et reculées, en amont, au *páramo*, c'est-à-dire au-dessus de 3000 mètres d'altitude. Non seulement parce que la plupart des routes sont difficilement praticables, surtout en saison de pluies, mais aussi et justement parce qu'elle inclut cet écosystème, le *páramo*, considéré ou représenté comme un espace naturel où l'humain intervient peu.

Pour atteindre le Sumapaz : description rapide du terrain d'étude

D'après les études récentes et les expertises d'écologues dans le *páramo* de Sumapaz, celui-ci couvre une superficie totale d'environ 3300 km2, dont environ 1420 km2 sont préservés dans un Parc national naturel, et le reste est dans la juridiction de Bogota et de trois départements (Cundinamarca, Huila et Meta). Il abrite des espèces de faune protégées comme l'ours andin (*Tremarctos ornatus*) ou le cerf Soche (*Mazama rufina*), ainsi que des espèces végétales qui participent du cycle hydrique comme le frailejón (*Espeletia spp.*) ou d'autres arbustes, rosettes et mousses. Le *páramo* est parsemé de lacs d'altitude et couronné par un « *nevado* », pic enneigé de 4300 m dont les glaciers ont commencé à fondre depuis la décennie de 1930 [1]. Ces terres d'altitude sont aussi l'endroit où plusieurs fleuves prennent leur source, participant à la sécurité hydrique de la ville et à l'industrie agroalimentaire des départements avoisinants [2].

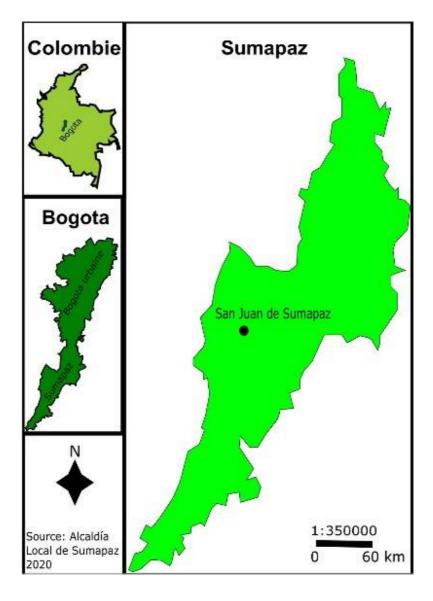


Fig. 1 : Croquis. Localisation de San Juan, le « centro poblado », un hameau du Sumapaz, territoire rural de 780 km2 appartenant à Bogota, capitale de la Colombie.

Toutes ces caractéristiques contribuent à nourrir la représentation du *páramo* comme un environnement éminemment naturel, et pourtant il est habité depuis les temps préhispaniques puisque les cultures andines les utilisaient comme des lieux d'offrandes et aussi pour la culture de tubercules andins et de maïs adapté aux terres froides [3-4].

Les habitants qui y demeurent forment des sociétés agraires, de petits paysans qui représentent - depuis le début du XXe siècle, pendant le conflit armé colombien (1965-2016) et encore aujourd'hui -, une minorité politique, souvent exclue et stigmatisée. La colonisation de ces terres d'altitude, entre 1902 et 1928, a déclenché des conflits agraires et en conséquence, entre 1917 et 1936, les nouveaux colons ont revendiqué l'obtention des titres fonciers de terres disputées aux grands propriétaires ou *hacendados*. Les conflits agraires ont provoqué des violences politiques et sociales de plus en plus profondes, et cette région a vécu trois périodes de guerre successives : de 1948 à 1953, connue comme *La Violencia*, un évènement qui a d'ailleurs touché toute la Colombie. Puis de 1954 à 1957, pendant la dictature militaire, lorsque le Sumapaz a été visé comme zone d'influence communiste. Enfin, entre 1958 et 1975 quand les militants communistes de cette région ont été persécutés et assassinés par des groupes de « *bandoleros* » [5-9].

Atteindre le páramo de Sumapaz est donc compliqué, même s'il fait partie du territoire rural de Bogota, parce qu'il a été un "espace d'exclusion" [10] dans l'histoire politique et la construction spatiale de l'État, notamment pendant les guerres civiles irrégulières du XXe siècle. Tout au long de ces conflits, cette zone est restée en marge ou marginalisée dans les processus de configuration territoriale de l'État, en tant que zone de frontière interne, tantôt espace de colonisation et d'expansion de la frontière agricole, tantôt lieu de refuge ou zone tampon stratégique dans la confrontation - processus non exempts de violence.

Parfois objet d'appropriation et délimité, d'autres fois marginalisé et ignoré, le *páramo* de Sumapaz a toujours été habité, pratiqué, cultivé, parcouru et contesté. Nous présenterons les difficultés d'accès à cet espace et commenterons les positionnements politiques et quelques stratégies spatiales de l'action collective, ce qui est particulièrement intéressant dans le cadre de ma thèse qui s'intéresse à la mémoire bioculturelle et des relations humain/nature comme support de la mémoire collective de la guerre et des conflits armés.

Accéder au Sumapaz : la route de Bogotá à Sumapaz

Dans le bus - paysages de la campagne sud de Bogotá

On arrive normalement à la tombée de la nuit à San Juan de Sumapaz, une localité (*corregimiento*) de la campagne sud de Bogota (*Bogotá rural*). Le voyage consiste en plus de trois heures et 77 kilomètres dans un bus qui tous les jours quitte Usme - une localité dans l'agglomération de Bogota (*Bogotá urbana*) - à 14h30, avec cette fois-ci une trentaine de personnes à bord.

Le paysage qui s'offre à nous depuis les petites fenêtres du bus change vite et est plein de contrastes. La première chose que l'on remarque c'est le changement drastique de la densité de population. On quitte les quartiers les plus peuplés de Bogota pour profiter des nuances vertes d'une zone périurbaine sud à vocation agricole où les maisons paysannes sont proches de la route et les façades sont ornementées avec des fuchsia ou du bougainvillier (*Fuchsia spp.*, *Bougainvillea spp.*). À l'arrière de la maison on peut apercevoir les champs de pois verts ou de pommes de terre, parfois des petits potagers de plantes médicinales et aromatiques. Les terres les plus éloignées de la route sont réservées au bétail sur le côté droit, tandis que le côté gauche est souvent plus escarpé. On peut apprécier entre les maisons et les champs de patate, des poches de haute forêt andine, des plantes grimpantes comme les passiflores (*curuba, granadilla, maracuyá*, fruits de la passion ou *Passiflora spp.*) et les proliférants bocages de « *retamo espinoso* » (*Ulex europaeus*).

Au fur et à mesure que l'autoroute Bolivariana grimpe vers les sommets du Sumapaz, le paysage se transforme (fig. 2 - 5) : on apprécie d'un coup et sur les deux côtés de la route une forêt dense. La végétation prédominante est faite de pins et d'eucalyptus qu'en fait cachent deux réservoirs et une station d'épuration des eaux. C'est parce que du côté droit de la route, derrière les champs et les aires de pâturage, court le fleuve Tunjuelo qui prend sa source dans le lac d'altitude Chisacá au páramo de Sumapaz. Les eaux sont réservées pour la ville de Bogota depuis 1922 et mises en aqueduc depuis l'inauguration des aménagements du projet La Regadera en 1938³ [11].



Fig. 2 : Vue des paysages agricoles aux alentours du bassin-versant du Tunjuelo.



Fig. 3 : Patchs de haute forêt andine et paysages agricoles.



Fig. 4 : Paysage agricole, petite aire de pâturage de moutons, quelques aires boisées.

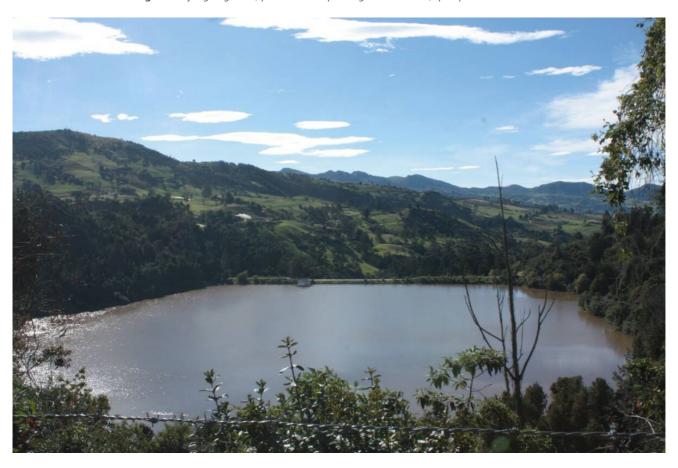


Fig. 5 : Le reservoir La Regadera - Vue depuis le sud.

Toute de suite après avoir dépassé les réservoirs, la physionomie de l'autoroute change et on commence à observer un paysage bien diffèrent, ouvert, la vue se dégage. On aperçoit de moins en moins d'arbres alors que les arbustes sont plus fréquents, le plus attirant étant le *frailejón* qui en ce moment est en fleur, des fleurs jaunes qui contrastent avec les nuances grises et vert pâle qui prédominent dans le *páramo*.

Au bout de la première petite heure de route on arrive au lac Chisacá. Ma voisine de voyage, une dame que j'ai rencontrée en 2019 quand elle était la présidente d'une organisation locale de femmes paysannes, me dit en regardant le lac, « il y a seulement cinq ans, pendant la dernière sècheresse, l'entreprise d'aqueduc de la ville est venue avec des pompes et a pris l'eau de la laguna, et ce n'était pas la première fois, je me souviens d'autres fois, vers la fin des années 1980...c'est honteux, faire ça au lac, on peut le tuer, un sacrilège... ».

On rentre ensuite dans un *páramo* infini, et pendant deux heures on observe d'énormes étendues de *frailejonales* en pente douce et les petits rongeurs tels que des lapins ou des *borugos* (*Cuniculus taczanowskii*) qui traversent rapidement les chemins. En arrière-plan on apprécie les sommets andins, ou comme on les appelle ici, les *cuchillas*, des « lames » de montagnes qui se perdent à l'horizon, d'où vient le brouillard et qui d'un coup nous enveloppe (**Fig.6 - 8**).

Plusieurs de mes compagnons de voyage sont restés sur la route, descendant aux carrefours qui mènent à d'autres secteurs du *páramo*; mais d'autres sont montés en cours de route. Certains ont arrêté le bus juste pour récupérer le colis qu'une connaissance leur envoyait depuis la ville, ou le lot de viande et de produits de toilette pour approvisionner le magasin d'un « *centro poblado* » ou petit hameau quelconque.

Vues du paysage du *páramo* de Sumapaz



Fig.6 : Frailejonal dans la vereda Las Sopas, formations de frailejón (Espeletia sp.), végétation arbustive typique du páramo.

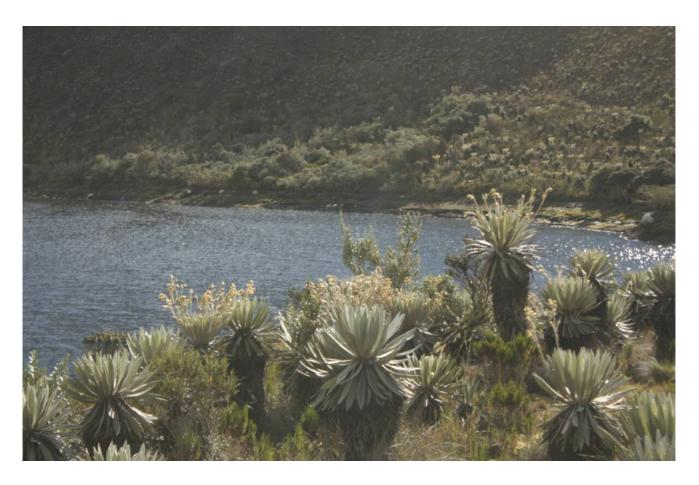


Fig.7 : Laguna de Chisacá, lac d'altitude emblématique du páramo, entouré de frailejones fleuris.

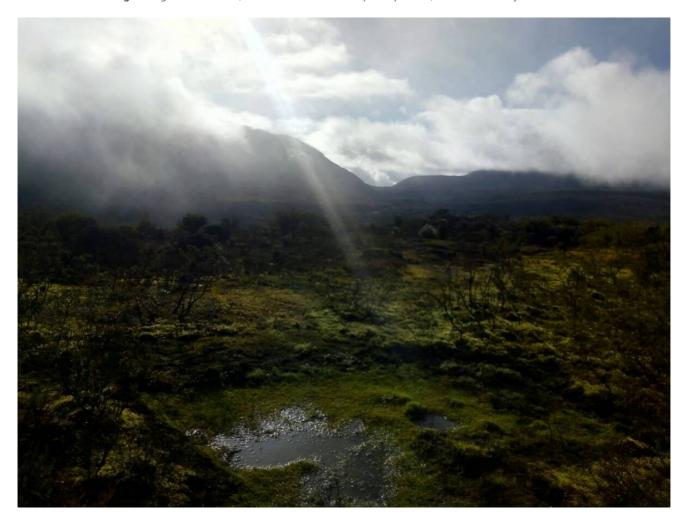


Fig.8 : Tourbières et mousses dans la *vereda* El Toldo.

Enfin, après toutes les montées et les descentes, après avoir apprécié des paysages époustouflants de páramo,

de tourbières et de sommets andins, nous sommes arrivés au « *centro poblado* » de San Juan, situé à une altitude moyenne de 3000 m, entouré de *frailejonales*, de pâturages - surtout de vaches mais aussi de quelques moutons et de chèvres -, de champs de pommes de terre ou de fèves, et les redoutes de hautes forêts andines qui entourent les versants de rivières et de ruisseaux (**Fig.9 - 11**).

Les deux confinements

Plus de deux ans se sont écoulés depuis la dernière fois que je suis venue partager une *aguapanela* et une arepa avec les paysans de San Juan... À l'époque, il y avait des rêves de paix liés à des projets agroécologiques [12]. Aujourd'hui nous pouvons percevoir - et mes interlocuteurs le confirment - l'impact de deux confinements.

L'un, dû à la pandémie, qui a imposé la diminution des travaux collectifs, l'abandon des espaces d'échange et des projets agroécologiques communs. Craignant la contagion, les organisations paysannes ont mis en place un poste de contrôle civil au niveau du lac de Chisacá (qu'elles considèrent comme « l'entrée du *páramo* ») afin de stopper l'arrivée des citadins cherchant à échapper au confinement. Ça a servi aussi à réguler les sorties des paysans qui se rendaient en ville pour vendre leurs produits (les pommes de terre et surtout le fromage, qui devaient être vendus en un temps record en ville pour éviter de rentrer trop tard à Sumapaz et d'être contraints à faire la quarantaine). Depuis son installation en mars 2020 et jusqu'en décembre 2020, aucune infection au COVID n'a été enregistrée à Sumapaz. En janvier 2021 la mairie leur a demandé de se laisser relever par les autorités municipales.

Vues du paysage aux alentours du hameau de San Juan de Sumapaz



Fig. 9: Route qui mène au centro poblado. On apprécie dans la végétation à gauche: des arbres (i.e. les sietecueros (Melastomataceae fam.); des arbustes (i.e. le chite (Baccharis tricuneata)); plantes du páramo à usage médicinal (i.e. la viravira (Achyrocline sp.)).



Fig.10 : Vue du nord-ouest, on observe la végetation arbustive en premier plan et les aires de pâturage plus loin ainsi que les champs de patates et les aires boisées en arrière-plan.



Fig.11: Vue du sud-ouest, sur la route qui mène au hameau *La Unión*, on aperçoit un champ de patates en premier plan, des aires boiseés et le paysage agricole avec des aires de patûrage en arrière- plan.

L'autre confinement auquel je fais référence est dû au fait que la guerre est de nouveau aux portes des foyers ruraux colombiens. Nous constatons que plusieurs régions de la Colombie traversent aujourd'hui une crise

humanitaire parce que l'Accord de paix n'est pas respecté sur le terrain [13, 14]. Dans le cas du Sumapaz, dont une partie est incluse dans la juridiction de Bogota, les paysans voient s'installer sur les 80 kilomètres de route quatre postes de contrôle militaires d'entre cinq et dix soldats, chargés de gros fusils, qui ont arrêté notre bus en différents points du parcours. Cela rappelle les périodes de guerre car « au Sumapaz il y a six soldats pour un civil, et pendant le conflit armé, de Bogota à La Unión, sur 88 km il y avait 10, voire 14 points de contrôle militaires » -, me dit-on quand j'arrive à San Juan, et je raconte comment c'était insolite de voir des soldats nous arrêter sur la route.

Les forces armées sont présentes dans le Sumapaz depuis 2001 avec le « bataillon de haute montagne » et se prétendent les « gardiens » du *páramo*, bien que la construction d'une base militaire en amont d'un ruisseau ait causé de graves dommages à l'écosystème, notamment l'élimination de 80 % des *frailejones* sur une superficie de 1515,37 m2 et la construction de 1711,30 mètres de tranchées, qui ont également affecté la végétation, les sols et le processus d'infiltration de l'eau [15].

Pendant le conflit armé, les militaires ont établi des campements dans d'autres secteurs du *páramo*, s'installant dans des zones civiles, comme le siège du Parc naturel national ou en envahissant les terres de familles paysannes. Ils ont commis en outre des violations des droits de l'homme telles que des exécutions extrajudiciaires (**Fig.12, 13**), des détentions arbitraires, des montages judiciaires et des actes de torture sur la population civile de cette région, dont la plupart sont des paysans [16].

Actuellement les postes de contrôle militaire se justifient dans le cadre de « l'Opération San Roque » - d'après les banderoles accrochées à une tente blanche où quelques soldats s'abritent du froid -. Il s'agit de la stratégie des forces armées colombiennes pour aider à contenir la pandémie. Cependant, les soldats affectés au poste de contrôle ne semblent pas faire de travail sanitaire, ils se contentent de demander les documents de propriété du véhicule et le permis de conduire, de les vérifier et de laisser passer.



Fig 12. : Fresque réalisée par un collectif artistique de la région et dans le cadre des activités de la Commission de la Vérité, il est dédié aux 6402 victimes des exécutions extrajudiciaires perpétrées par l'Armée de 2002 à 2008. Les noms des victimes de Sumapaz sont rappelés dans les bordures des dessins des montagnes.



Fig 13.: Détail de la fresque : « nunca más parir para la guerra », « ne plus jamais accoucher pour la guerre ».

En revanche, ils ne laissent pas transiter librement les paysans qui empruntent les routes par leurs propres moyens, car, comme l'ont dénoncé les organisations sociales paysannes du Sumapaz le 26 décembre 2021, à ces points de contrôle militaires :

« (...) la paysannerie est enregistrée dans des listes contenant les données personnelles de ceux d'entre nous qui sommes nécessairement contraints d'y circuler dans le cadre de nos activités agricoles. Cette pratique correspond à un enregistrement, ce qui est interdit par les réglementations internes et internationales (...) Nous rejetons également (...) la promotion de ces actions, ainsi que d'autres actions civilo-militaires qui perpétuent la militarisation de la vie quotidienne des habitants de ce territoire »⁴

En effet, l'Armée mène ici des actions civilo-militaires et reprend les fonctions de la police ; elle se veut représenter l'État et exerce un control territorial en étant parfois la seule institution visible en permanence dans l'espace⁵. C'est difficile à comprendre quand on sait qu'il y a cinq ans l'Accord de paix a été signé avec les FARC-EP - la plus ancienne guérilla des Amériques -. Dans cette région en particulier, le plébiscite pour la paix a fait l'objet d'un vote enthousiaste en 2016. Les organisations sociales participent activement aux projets de l'Accord et du post-conflit, notamment dans les espaces ou lieux de mémoire en liant transition agroécologique et construction de la paix.

Pendant deux ans, entre 2016 et 2018, aucune violation des droits de l'homme n'a été enregistrée dans la région. Malgré cela, l'Armée n'a jamais réduit sa présence dans le *páramo*, et depuis 2019, elle semble s'accrocher à ces pratiques civilo-militaires (sanitaires ou environnementales, comme la reforestation) pour justifier sa permanence dans le *páramo* et déployer des stratégies de contrôle territorial. Malheureusement, elle n'a pas pu empêcher l'assassinat de quatre anciens combattants des FARC-EP (l'un en mai 2019, les trois autres en mars 2021), qui s'étaient démobilisés de la guérilla bien avant l'accord de paix et vivaient dans la région en travaillant et en vivant paisiblement de l'agriculture et de l'élevage [16].

Accéder au Sumapaz : compter avec le soutien des organisations locales

Ce n'était pas évident d'avoir accès à ce lieu d'étude car il fut nécessaire de connaître au préalable quelques dynamiques locales ou singularités de cet espace. Il me semble important de raconter comment s'est déroulé le processus de négociation pour avoir accès au terrain. D'autant plus que le processus de recherche en SHS

exige d'une part l'accord préalable et le soutien de la population locale ; et d'autre part, la collaboration avec les autorités et les centres de recherche privés et publics déjà présents sur le terrain.

Comme mentionné précédemment, la première fois que je suis venue au Sumapaz, c'était en 2019. À cette époque, je commençais à me documenter sur le Sumapaz à travers la bibliographie sur les conflits agraires, mais aussi à travers la presse, notamment celle qui nous informait, nous les citadins, des revendications actuelles des habitants de la campagne de Bogota. J'étais particulièrement intéressée par les initiatives et les projets locaux, par le bas ou « de base », qui proposaient de faire face à la fois aux enjeux de la construction de la paix et de la transition écologique.

J'ai d'abord essayé de contacter les autorités municipales locales, mais n'ai pas obtenu de réponse de la mairie. J'ai alors décidé de contacter le bureau de l'adjoint à l'environnement et celui du patrimoine culturel, qui travaillaient tous deux sur un projet de patrimonialisation du Sumapaz [17]. Je n'ai reçu qu'une réponse du second qui m'a demandé d'envoyer à la personne en charge du dossier de patrimonialisation mon projet de recherche, mais ensuite je n'ai plus eu de nouvelles... J'ai donc décidé de contacter directement les associations et organisations locales, et grâce à un journaliste d'un média populaire qui fait fréquemment des reportages sur le Sumapaz, j'ai pu obtenir le contact du président du Syndicat des travailleurs agricoles de Sumapaz.

« Il faut l'appeler vers 7 heures du matin, son téléphone ne capte pas avant qu'il ne quitte la ferme pour envoyer le fromage dans le bus pour Bogota... à ce moment-là, il aura déjà laissé le fromage » me dit mon collègue journaliste, donc je téléphone au président le lendemain à 7h du matin et notre conversation, très courte, fut en même temps très efficace. Il m'a d'abord demandé d'envoyer mon projet de recherche au mail de la commission de recherches du Syndicat. Il m'a ensuite demandé quand je comptais venir, si j'avais des questions auxquelles il pouvait répondre, que si j'avais besoin de transport, je pouvais venir avec la fourgonnette du Syndicat les jours où il devait aller à Bogota pour les démarches auprès des autorités agraires. Il voulait savoir où j'allais rester quand je viendrais, pour combien de temps, combien de jours, etc... « Pour le logement, je vais demander à mon frère qui vit à San Juan, peut être quelqu'un aura un petit coin pour vous accueillir ».

À partir de ce moment, le terrain s'est débloqué - même si les échanges avec la commission de recherches avançaient doucement et que j'ai dû attendre plus d'un mois pour me rendre enfin au Sumapaz -. C'est le contact établi avec les membres du Syndicat qui m'a ouvert une fenêtre sur cet espace, ses dynamiques et l'importance de l'organisation sociale, bien que le Syndicat ne soit pas la seule organisation sociale, car il existe une vingtaine d'organisations au Sumapaz, qui compte environ 3000 habitants. Le chiffre exact de la population n'est pas connu, les organisations locales l'estiment à environ 3000, mais il n'y a pas de consensus entre les autorités municipales et étatiques, ni sur les chiffres de la taille de la localité, ni sur la population, ni sur le nombre de divisions rurales ou « veredas ». En tout cas il faut croire aux organisations sociales parce qu'au Sumapaz tous les membres de la famille participent à une association : la coopérative de producteurs de fromages, le Syndicat, le conseil local des femmes, le collectif de la jeunesse du Sumapaz, les aqueducs collectifs, les réseaux de « huertas » (jardins potagers), etc., il s'agit donc d'espaces de participation politique plus fréquentés que les espaces que la mairie s'efforce d'établir.

J'ai alors compris qu'en l'absence d'institutions étatiques pendant plusieurs décennies, ce sont en effet les organisations sociales, environnementales, productives et/ou politiques qui régulent la vie quotidienne et les conflits locaux, notamment le Syndicat, qui existe depuis 1957. Le fait est qu'il existe une commission de recherches du Syndicat qui se charge de connaître le projet de l'étudiant ou du chercheur, de penser aux interlocuteurs les plus pertinents et d'établir une relation réciproque avec la science et les centres de recherche. Surtout de veiller à ce que le « produit » de la recherche, c'est-à-dire les résultats et les données, soient restitués auprès de la population locale, et qu'une copie du document soit déposé dans les archives pour libre consultation.

Le Syndicat a donc une autorité locale et exerce un contrôle territorial mais aussi patrimonial car il cherche à connaître les manières dont le territoire est mis en valeur. Qui vient au Sumapaz, pourquoi, ce qu'il veut apprendre, avec qui il va parler, qu'est-ce qu'il va conclure et comment il va communiquer. La négociation avec la commission de recherches a un peu duré, mais ceci a nourri le projet car on a établi des dynamiques d'échange scientifique et nous nous sommes accordés sur les modalités de divulgation de la recherche, la protection des données personnelles des habitants participant à l'enquête et sur les données que je n'arrivais pas à trouver ailleurs. Compter avec leur soutien a été, en outre, fondamental pour pouvoir continuer la recherche et maintenir le contact avec les interlocuteurs pendant la pandémie, parce que nous étions d'accord sur l'importance de mener à terme ce projet de recherche. C'est aussi grâce à cela que j'ai pu revenir fin 2021, lorsque nous avons tous été vaccinés, et échanger avec eux sur l'histoire de l'action collective paysanne à Sumapaz, et sur les rapports au páramo pendant les guerres.

Conclusion

Dans ce récit de terrain j'ai essayé de montrer la difficulté d'atteindre le Sumapaz, non seulement en raison de ses conditions physiques, géographiques et matérielles, mais aussi en raison des dynamiques politiques complexes. J'ai essayé de décrire ces dynamiques parce que je pense que c'est nécessaire pour analyser les formes spatiales de l'action collective au Sumapaz et comment ses habitants font face aux obstacles qui empêchent la circulation et la mobilisation dans cet espace. Je considère qu'au Sumapaz le positionnement politique est territorialisé. C'est pourquoi là-bas, se dire paysan, « campesino » ou « campesina », s'identifier comme tel, est un positionnement politique. L'objectif est aussi de souligner la relation historique avec ces terres d'altitude, les rapports avec l'environnement et le fait que le territoire est un espace de vie et de reproduction de la vie politique.

Au Sumapaz, la mémoire joue un rôle central dans les positionnements politiques, et se dire paysan, c'est aussi se positionner historiquement. Lorsque les habitants du Sumapaz parlent du début des mobilisations paysannes, ils se remémorent d'abord les années 1930, l'époque des luttes agraires et de la colonisation de ces terres d'altitude. Ils évoquent toujours Juan de la Cruz Varela, un leader agraire qui a combattu et dirigé l'autodéfense de masse pendant les périodes de violence politique. Il a mené les familles paysannes pendant les trois guerres de 1948 à 1975, connues localement aussi comme « la época de las derrotas » - l'époque des défaites- parce que c'est à cause de la violence politique que les familles ont dû se réfugier dans le páramo. On se souvient d'ailleurs de toutes les victimes, de tous les acteurs armés qui ont provoqué des violences dans le Sumapaz, aussi pendant le conflit armé (1965-2016). C'est peut-être à cause du rôle central qu'occupe la mémoire collective dans les mobilisations sociales qu'ils s'intéressent aussi à l'histoire qu'on raconte d'eux et de leur territoire.

Il est important à cet égard de noter que la pandémie a eu un fort impact sur ce territoire en termes économiques, comme dans de nombreux autres endroits du Sud. D'autant plus que les confinements et le contrôle territorial limitent et affectent terriblement les organisations sociales et les processus de production collective. La présence permanente de l'Armée dans la région, une institution à laquelle le gouvernement délègue des tâches sanitaires et environnementales mais dont les victimes ne sont toujours pas reconnues ni indemnisées, peut provoquer davantage de conflits et de crises.

Remerciements

Merci à la Fondation Martine Aublet et au Labex Tepsis pour avoir soutenu ces recherches. Je remercie également mes directeurs de thèse Pascale de Robert (IRD/MNHN) et Clément Thibaud (CNRS/EHESS) pour leur aide. Finalement, à mes familles en Colombie et en France pour leur care quotidien, qui est aussi fondamental pour mener à bien cette étude.

Notes

- 1. Je reprends cette expression utilisée par Daniel Pécaut dans le débat-rencontre : « Colombie : continuités et ruptures des mobilisations sociales », tenue en mode hybride le jeudi 1er juillet 2021. C'était un évènement que trois doctorants colombiens avaient organisé pour réfléchir sur les mobilisations sociales en Colombie et la grève générale au cours du deuxième trimestre de 2021 qui a déclenché une escalade de la violence. Lors de cet évènement, Pécaut a diagnostiqué que l'Accord de paix signé entre le gouvernement précédent et la guérilla FARC a été « torpillé » par l'inaction du gouvernement actuel et la logique ami/ennemi qui polarise la société depuis l'échec du plébiscite pour la paix en 2016.
- 2. D'après l'étude de Gonzalez Arias qui définit les « espaces d'exclusion » comme des territoires et des sociétés résultant du déséquilibre entre « la structure territoriale et la nation, entre la société et l'État, ce qui est à l'origine du processus conflictuel de formation de l'État national » (« secular desequilibrio entre estructura territorial y nación, entre sociedad y Estado, está la raíz misma del conflictivo proceso de conformación del Estado Nacional » Gonzalez Arias, 1992 : 26).
- 3. Actuellement, le système de d'approvisionnement d'eau potable repose sur trois sites de captation : Sumapaz au sud, qu'apporte une petite mais assez importante partie de la demande d'eau potable de la ville (quelques deux millions d'habitants). Tibitoc au nord et, depuis 1972, Bogota compte avec les réserves d'eau du páramo de Chingaza, situé à l'est de Bogota. Celui-ci fournit actuellement de l'eau potable à environ 5,5 millions d'habitants et nourrit deux centrales hydroélectriques.

- 4. Traduit depuis la lettre publiée par l'organisation nationale de zones de réserve paysanne ANZORC sur twitter : « ... se registra en listados al campesinado quienes necesariamente por allí transitamos en actividades propias de la labor agropecuaria. Correspondiendo esta práctica al empadronamiento, hecho prohibido por las normas internas e internacionales.... De igual manera, rechazamos... la promoción de estas acciones, como de otras de corte civico-militar que perpetúan la militarización de la vida cotidiana de los habitantes de este territorio ». https://twitter.com/ANZORC OFICIAL/status/1475841393444720640
- 5. Toutefois, l'Armée n'est pas vraiment la seule autorité sur place ; d'une part, il y a une prolifération d'organisations sociales, paysannes et environnementales et de l'autre, il y a les institutions municipales. Les locaux de la mairie ont déménagé dans deux sites du Sumapaz tout récemment, en septembre 2021, ce qui a été célébré par la population locale car avant et depuis 1980 la mairie était dans la Bogotá urbaine. D'autres institutions civiles rattachées à la ville sont présentes dans l'espace rural, notamment trois centres médicaux, un parc agroécologique (de 2006) et le service public d'enseignement primaire et secondaire avec deux écoles, 28 sites et 300 employés. « Par conséquent il y a eu une « désagrarisation » de la population, y compris des jeunes qui voient des possibilités dans les études supérieures et l'accès à une qualité de vie différente dans la ville », raconte un membre du Syndicat.

Références bibliographiques

- [1] Velandia R. (éd.) *Una mirada en el tiempo al paisaje del alto Sumapaz: compilación de crónicas de viajeros colombianos y extranjeros.* 1. ed. Santafé de Bogotá, D.C: Corporación Autónoma de Cundinamarca; 1998.
- [2] Sarmiento C, Osejo A, Ungar P, Zapata J. Páramos habitados: desafíos para la gobernanza ambiental de la alta montaña en Colombia. *Biodiversidad en la Práctica 2*, nº 1; 2017, pp. 122-45.
- [3] Langebaek C. Informe preliminar sobre tasas (sic) de maiz arqueologico encontradas en *Pasca, Boletín de Arqueología* Año 2 Numero 3. Bogotá, Biblioteca Luis Angel Arango; 1987, pp. 51-59.
- [4] Alarcón J. Exploraciones arqueológicas en el suroccidente de Cundinamarca. *Boletín de Arqueología, Fundación de Investigaciones Arqueológicas Nacionales.* Año 5, 1990, pp. 29-40.
- [5] Marulanda Alvarez E. Colonización y conflicto: las lecciones del Sumapaz. Bogotá: Universidad nacional de Colombia, Instituto de estudios políticos y relaciones internacionales: Tercer mundo ed.; 1991.
- [6] Buitrago Parra, JDC. *Guerrilleros, campesinos y política en el Sumapaz: El Frente Democratico de Liberación Nacional 1953-1956.* 1. ed. Colección Universidad del Tolima 50 años, no. 5. Ibagué, Colombia: Universidad del Tolima; 2006.
- [7] Varela Mora L, Romero Picón Y. *Surcando amaneceres: historia de los agrarios de Sumapaz y Oriente del Tolima*. 1. ed. Bogotá: Fondo Editorial UAN, Universidad Antonio Nariño, 2007.
- [8] Sánchez Gómez G, Meertens D. *Bandoleros, gamonales y campesinos: el caso de la violencia en Colombia.* Bogota: El Áncora Editores Distribuidora y Editora Aguilar, Altea, Taurus, Alfaguara, 2008.
- [9] Londoño Botero R. *Juan de la Cruz Varela: sociedad y política en la región de Sumapaz, 1902-1984.* Biblioteca abierta. Colección General historia 400. Bogotá D.C: Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Ciencias Humanas, Departamento de Historia, 2011.
- [10] González Arias JJ. Espacios de exclusión: el estigma de las Repúblicas independientes 1955-1965. Colección Sociedad y conflicto. Santafé de Bogotá, D.C., Colombia: Cinep, 1992.
- [11] Osorio Osorio JA. El Río Tunjuelo en la historia de Bogotá: 1900 1990. 1. ed. Bogotá: Alcaldía, 2007.
- [12] ASOSUMAPAZ, Plan de Desarollo Sostenible de la Zona de Reserva Campesina del Sumapaz (Bogotá D.C.) 2014-2030 (convenio de asociación 0648-310 de 2012 suscrito entre: Asociación Campesina del Sumapaz ASOSUMAPAZ, Instituto Colombiano de Desarrollo Rural- INCODER, Secretaria Distrital de Desarrollo Económico SDDE, Fondo de Desarrollo Local de Sumapaz- FDLS); 2013, 378p.
- [13] Matriz de Acuerdos de Paz, Instituto Kroc de Estudios Internacionales. *Cinco años de implementación del Acuerdo Final en Colombia*: Logros, desafíos y oportunidades para aumentar los niveles de implementación, 2016-2021 ». Consulté le 1 février 2022. https://doi.org/10.7274/05741R69F09
- [14] Corte Constitucional de Colombia, Sentencia SU-020-22 de 27 de Enero de 2022, « la corte declaró el

Estado de las Cosas Inconstitucional (ECI) por el bajo nivel de implementación del componente de garantías de seguridad a la población firmante en tránsito a la vida civil previsto en el numeral 3.4 del Acuerdo Final de Paz, desarrollado por normas constitucionales y legales ». Consulté le 1 février 2022. https://twitter.com/CConstitucional/status/1487168234705014784

- [14] El Colombiano, Ejército, a pagar por el daño que le hizo al páramo de Sumapaz, par Pía Wohlgemuth, publié le 23 janvier 2022. Consulté le 1 février 2022. https://www.elcolombiano.com/colombia/el-dano-que-el-ejercito-le-hizo-al-paramo-sumapaz-y-por-el-que-debe-milonaria-multa-ED16409508
- [15] El Colombiano, *Ejército, a pagar por el daño que le hizo al páramo de Sumapaz*, par Pía Wohlgemuth, publié le 23 janvier 2022. Consulté le 1 février 2022. https://www.elcolombiano.com/colombia/el-dano-que-el-ejercito-le-hizo-al-paramo-sumapaz-y-por-el-que-debe-milonaria-multa-ED16409508
- [16] CINEP/PPP, Base de datos de Derechos Humanos y Violencia Política en Colombia. Consulté le 1 février 2022. https://www.nocheyniebla.org/
- [17] El Tiempo, *Sumapaz se apunta para ser patrimonio inmaterial de la humanidad*, par Ana Puentes, publié le 8 mai 2020. Consulté le 1 février 2022. https://www.eltiempo.com/bogota/bogota-presentara-a-sumapaz-como-patrimonio-inmaterial-y-otras-sorpresas-del-idpc-493520